

FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC MOINS

Mobilisation du social et médico-social le 1^{er} février

Perte de sens du travail, manque de moyens financiers et humains, dégradation des conditions d'accueil et d'accompagnement... les professionnels des secteurs sociaux et médico-sociaux n'en finissent pas de crier (dans le vide) leur malaise.

Selon l'étude de l'INJEP (2019)¹, 14% des associations, soit plus de 200 000, agissent dans ce secteur. Si seulement 17 % d'entre elles sont employeuses, elles représentent environ 55 % de l'emploi salarié associatif et plus de 70 % de leurs salarié.es sont des femmes. C'est dire la grande responsabilité du secteur associatif en matière d'emploi et de conditions de travail.

Le 7 décembre dernier, à l'appel de la commission de mobilisation du travail social soutenue par une intersyndicale, plus de 50 000 professionnels - 8 000 à Paris - manifestaient pour la défense de leur secteur et pour une Solidarité instituée à la hauteur des besoins des plus démunis au sein de la société.

Il s'agit d'une manifestation historique, car jamais autant de travailleuses et travailleurs sociaux ne s'étaient retrouvés dans la rue.

Ils et elles réclament **la fin des politiques d'austérité** mises en place par les différents gouvernements depuis le début des années 2000, qui laissent sans réponse les familles en crise, les mineurs isolés, les personnes en situation de handicap, les jeunes en mal être.

Elles et ils exigent une **reconnaissance de leurs métiers** extrêmement féminisés et précarisés, de meilleures conditions de travail et une revalorisation salariale de 300 euros pour tous les métiers du social. De son côté, l'UNIOPPS² dénonce une « *CRISE des métiers de l'humain* » et lance « *un appel à la mobilisation tout au long de la semaine du 24 au 30 janvier* ».

Les réponses de l'État ne sont clairement pas à la hauteur. Les associations sont enjointes de devoir faire toujours plus avec moins. Les politiques d'austérité et de restriction des dotations atteignent leurs limites ; les salarié.es du secteur et les personnes bénéficiaires en sont les premières victimes. De plus, le recours aux appels d'offre alimente des services « low cost » concurrentiels, aggravant la situation.

Les professionnels appellent également à **retrouver le sens de leur métier**, refusent d'être des gestionnaires utilisés pour du contrôle social, alertent sur la marchandisation du secteur via les investissements à impact social, exigent un accompagnement de qualité à hauteur des besoins d'une pauvreté toujours plus importante et redoutent l'arrivée de la tarification à l'acte dans le secteur du handicap.

Pour le *Collectif des associations citoyennes* il est urgent de revenir aux fondements de l'action associative : la démocratie au cœur de l'élaboration et de la conduite du projet d'établissement, un retour aux valeurs de solidarité et de respect des personnes.

¹ INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation Populaire). « [Les chiffres clefs de la vie associatives 2019](#) »

² L'Uniopps (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) regroupe plus de 25 000 établissements, 750 000 salariés et l'engagement d'un million de bénévoles.

La commission de mobilisation du travail social d'Ile-de-France, appuyée par des collectifs locaux et les syndicats CGT, FSU, CNT, CFTC, Solidaires et Unsa appellent à une **nouvelle grande mobilisation le 1er février prochain**³.

Les Associations Citoyennes, actrices du secteur social et médico-social, soutiennent cet appel. Elles prendront toute leur place dans les réflexions à venir sur les transformations du secteur notamment en proposant le projet d'un *observatoire citoyen de la marchandisation de l'action associative*.

Le 17 janvier 2022

³ https://www.anas.fr/Appel-a-une-journee-de-greve-nationale-le-1er-fevrier-2022-dans-le-social-et-medico-social-par-la-Commission-de_a1843.html